

Sabotages du réseau ferroviaire

Le ministère de l'Intérieur a annoncé le 11 novembre que la brigade anti-terroriste avait arrêté « une dizaine de personnes suivies depuis des mois ». On peut s'étonner que des personnes « suivies depuis des mois » aient eu la liberté d'action de commettre de tels sabotages ... Mais puisque le Président de la République, la Ministre de l'Intérieur, le Président de la SNCF le disent, nous prenons l'explication en compte : **les derniers événements seraient l'œuvre d'un groupe informel suivi depuis des mois par la brigade anti-terroriste dont le cœur est situé à Tarnac, en Corrèze, village de 403 habitant-e-s.**

Ces arrestations mettront-elles un terme aux propos diffamatoires de ceux qui assimilent l'action syndicale à du « terrorisme » ? Nous condamnons les commentaires savants diffusés sur les ondes avant ces arrestations qui affirmaient « *ce ne peut être que des professionnels* », distillant la suspicion envers les cheminot-e-s. La fédération SUD-Rail relève que la direction SNCF a, elle aussi, tenu des propos très ambigus durant ces derniers jours.

SUD-Rail dénonce la criminalisation du mouvement syndical. Celles et ceux qui s'organisent et luttent collectivement ont raison !
Cela n'a aucun rapport avec le « terrorisme ».

Rappelons-nous : **il y a un an, au huitième jour d'une grève reconductible suivie très fortement, des événements du même genre se produisaient dans la nuit ; au petit matin, Guillaume Pépy expliquait déjà aux journalistes que ça ne pouvait être que l'œuvre d'une force organisée et connaissant le terrain, pointant même en off SUD-Rail ... Un an plus tard, on ne connaît toujours pas les auteurs ...**

Quelles mesures ?

Cela fait un an et demi que Réseau Ferré de France (RFF) est en possession d'un rapport sur « les dangers et menaces » qui pèsent sur le réseau. Alors, pourquoi faire semblant de découvrir le problème ? Peut être parce l'auteur du rapport établit clairement que « *la séparation de la SNCF en 2 et même 3 entités (SNCF, RFF, EPSE) a fragilisé le système, l'action de 3 divisions est bien moins efficace que l'action d'une seule qui maîtrise tout* ».

Comme la **Fédération des Usagers des Transports et des Services Publics (FUTSP)**, à SUD-Rail aussi « *ce que nous savons, c'est que la surveillance des lignes - plus de 30 000 km - et l'entretien ne sont pas à la hauteur. Il est temps de mieux sécuriser les lignes et de démarrer le plus vite possible le plan de relance du ferroviaire annoncé il y a un an et demi à l'issue du Grenelle de l'environnement et qui est pour l'instant resté dans les tiroirs* ».

Si le gouvernement et la direction de la SNCF veulent vraiment satisfaire les usagers du rail, il faut **des moyens humains et matériels pour en finir avec la dégradation du réseau, renouveler et entretenir les installations électriques, les voies, les rames, etc. et avoir du personnel en nombre dans les gares et les trains.**

SUD-Rail demande que cessent les creuses annonces médiatiques, et que la SNCF embauche les milliers de cheminot-e-s qui manquent :

- **A l'Équipement et au Matériel** pour l'entretien du réseau,
- **A la Surveillance Générale**, pour la surveillance des installations ferroviaires,
- **Au Transport**, pour la sécurité des circulations,
- **Au Commercial, Gares et Trains**, pour répondre aux besoins des usagers,
- **A la Traction**, avec une réglementation du travail qui ne doit pas être détériorée, mais améliorée.

Pour sauver le système capitaliste, le gouvernement utilise des centaines de milliards d'euros, notre argent, pour aider les banquiers et les actionnaires : il n'y a donc aucun souci pour dégager les sommes, bien moindres, nécessaires pour rénover le réseau ferroviaire, améliorer le service rendu aux usagers, augmenter les salaires, ... ou encore revenir aux 37,5 annuités pour une retraite à taux plein, pour tous les salarié-e-s du pays !